

**Les albinos emmerdent Jules Verne**

P. 8

La lettre à

**LULLU**



Tout a été dit. Même "tout a été dit".

Irrégulomadaire satirique n°48 - Avril 2005

Feuilles de sous

# LES ENCHAÎNÉS DU CANARD

Enfin du sponsoring personnel : sous payés, voire journalistes bénévoles ou démarcheurs de pub totalement désintéressés, ils subventionnent la presse. Bientôt, la presse carrément pour pas un rond, le rêve des magnats de la presse fournissant les kiosques. Les patrons de la presse gratuite qui fournissent le trottoir ont déjà réduit les coûts. La pub envahit les corbeilles à papier. Faudrait pas le dire aux annonceurs. Les papiers gras savent pas lire.

ALORS! ÇA VIENT CETTE RUBRIQUE "DROIT SOCIAL" ?



Justice et heures fixes

## Correspondant, ça correspond à quoi ?

La presse quotidienne les presse quotidiennement. Qui ça ? Les correspondants locaux de presse. Et les correspondantes aussi.

Les 42 éditions d'Ouest-France sont réalisées par 553 journalistes et 2635 correspondants, considérés officiellement comme travailleurs indépendants. Une activité vue comme accessoire, en complément d'un revenu principal, et relevant du statut officiel de "correspondant local de presse". La paye, officiellement en honoraires, est modeste mais selon Ouest-France, il y a des gratifications immatérielles : la fierté de voir sa prose publiée, "un bon entraînement à l'écriture" et le sentiment de se hisser au rang des notables locaux, tout en se permettant d' "enrichir sa vie sociale". L'enrichissement de vie sociale, c'est en net ou en brut ? En fait, le statut de correspondant bénéficie d'un arrange-

ment fiscal le rattachant au régime des non-salariés. Les revenus engendrés ne sont pas imposables s'ils sont en dessous de 15 % du plafond annuel de la Sécurité Sociale (soit 4528 euros par an en 2005). Au-dessus, le correspondant doit s'immatriculer et cotiser auprès de l'Urssaf en tant que profession libérale.

**Apporteur d'affaires judiciaires**

D'après ces textes, le correspondant devrait se contenter d'apporter des informations brutes, mises en forme, rédigées par des journalistes permanents et professionnels. En vrai, c'est pas ça du tout. La copie rédigée est bien relue, mais celle des journalistes aussi, avant que le secrétariat de rédaction ne corrige, ne

précise ou ne modifie des passages, des éléments, le titre.

Les matches de divers sports, la chronique des quartiers ou de la vie étudiante, les galettes des rois, les réunions de bureaux des assos du coin, le suivi des communes rurales sont ainsi couverts par des non-salariés directs du journal. Mais aussi le tribunal. Appelons-la Jeanne-Françoise. Employée pendant onze ans (depuis septembre 1992) pour suivre les audiences en correctionnelle, Jeanne-Françoise a fini par assigner Ouest-France aux prud'hommes. Pas chic de sa part. Rémunérée comme correspondante locale de presse, elle demande requalification de son contrat de travail en un emploi salarié.

Suite p.2



Drôle de cocommerce

### Le procès qui assèche les juges de commerce

Faut pas critiquer le tribunal de commerce, qui ne fait que son devoir, même si certains juges bénévoles arrivent à mélanger les devoirs de leur fonction avec leurs missions professionnelles, dans les banques ou comme commissaires aux comptes. Copinages, petits arrangements entre amis, malversations, disent les malveillants... Accusé de diffamation pour deux tracts, Christian Beugin, qui mène l'« Association des victimes du Tribunal de commerce de Nantes », a été traîné devant un autre tribunal, de grande instance. Condamné le 3 janvier, il a fait appel. Le Tribunal de commerce, service de l'État, ne pouvant pas porter plainte en son nom collectif, a donc fait porter l'affaire en justice par l'« Association des magistrats consulaires nantais ». "Financée par ses membres et par la Chambre de commerce. Le budget est ridicule, quelques milliers d'euros, qui payent un ou deux pots par an", dit son secrétaire, Guy Recton, ancien directeur de la Banque de France et actuel juge au tribunal de commerce. Seul hic : le principe et le mode de financement de ce genre d'association ont été épinglés en 1997 par la Cour des Comptes au titre de la "gestion extra budgétaire des tribunaux de commerce". Ça doit sentir le rous-si, puisqu'une autre de ces structures nantaises parallèles au budget de l'Etat, l'« Association des magistrats consulaires du ressort des cours d'appel de Rennes et d'Angers » s'est dissoute le 10 juin 2004. La Cour des comptes, la cour d'appel de Rennes ont été saisies de ces irrégularités. "On ne peut pas se laisser traiter de malfrats et de voleurs sans réagir", dit Guy Recton. Il ne regrette que les dépenses de ce procès qui va "plomber le budget pour un moment". Les vins d'honneur à l'eau du robinet, c'est un coup à se faire honnir. Parole d'honneur.

## Correspondant, ça correspond à quoi ?

Ouest-France n'est pas d'accord. Pas chic non plus. Jeanne-Françoise était pourtant payée pour écrire sur les cinq audiences par semaine, 144 F l'après-midi, qu'elle dure trois ou huit heures.

### Mic mac à la auteure

En 2001, elle découvre ses articles repris sur deux sites Internet d'Ouest-France, sans son avis et encore moins un accord signé prévoyant une rétribution. Et juste après sa lettre recommandée demandant qu'on règle ses droits d'auteur sur internet, on la pousse dehors en la remplaçant sans prévenir. De moins en moins chic. Puis on lui laisse miroiter une possible intégration comme journaliste titulaire. Les entretiens d'embauche au siège du journal à Rennes n'ont pas débouché. Finalement, Ouest-France sent que cette question des droits d'auteurs pourrait sentir le roussi, et octroie royalement une prime de 21,75 euros à chaque correspondant, pour la reprise de leurs textes en ligne. "A chaque passage ?" croit comprendre un conseiller prud'homme. Euh, non : 21,75 euros par an. Ponte d'Ouest-France responsable des braves correspondants de tout l'empire, Théo Le Diuron vient expliquer que son journal est le seul en France à avoir cette charité, mais que ce n'est pas une prime, non non, juste une gratification. Parce qu'une prime, ça irait trop à l'encontre du statut de CLP et ramè-



nerait à l'idée de salarié. Et ça, pas question.

Pourtant, le lien de subordination qui fonde le statut de salarié semble patent : du matériel fourni par le journal, ordinateur, modem et logiciels ; un seul lieu de travail ; un paiement au forfait quel que soit le nombre d'articles rédigés pour l'après-midi de travail ; des horaires fixes chaque après-midi jusqu'à la fin des audiences correctionnelles, au pire 2 h du mat. Devant la surcharge de travail, une autre correspondante a finalement pris le relais à 17 h. Seule précaution de l'employeur, aucune trace écrite de directive, aucun planning précisant les audiences à suivre précisément.

Curieusement, l'avocate d'Ouest-

France n'a pas soulevé l'incompétence du tribunal des prud'hommes. Elle soutient pourtant que Jeanne-Françoise était travailleuse indépendante, ce qui rendrait pourtant les prud'hommes à côté de la plaque pour juger un litige de prestation de service. Jugement rendu le 23 juin prochain. "Justice et liberté", dit la devise du journal. La justice des prud'hommes pourraient donner la liberté à d'autres correspondants d'attaquer le journal pour se revendiquer employés directs. Mais ceux à qui on fait la charité de les hisser au rang de notables locaux ne sauraient être si ingrats.

**Théophraste Renaudeur**

\* Particule n° 9, février 2002

### Réclame de fond

## Le mag à la pubelle

Révélation : la pub sauve la propagande. Il suffit d'avoir collé **Stop à la pub** sur sa boîte aux lettres pour être affreusement privé des informations du mensuel du Département. Qui se plaint de subir une grave discrimination, étant diffusé à domicile en même temps que la pub par les petites mains de la précarité trotte en porte à porte. Les propagandistes départementaux demandent instamment à leurs lecteurs de faire le bon tri sélectif, séparez le bon grain informatif de l'ivraie publicitaire. **Ne jetez pas le précieux magazine avec l'eau du bain d'incitation à la sur consommation.** Le pire étant, bien sûr, les boîtes aux lettres arborant l'autocollant "Stop pub" qui "constituent une barrière infranchissable pour les distributeurs du magazine". C'est l'journal qui le dit. L'avertissement est assez savoureux, puisqu'il faudrait donc aller lire un journal qu'on a jeté au fond de sa poubelle pour savoir qu'on n'aurait pas du l'y bazarder. Les partisans des barrières autocollantes infranchissables ne savent pas ce qu'ils perdent.

## Journée de la femme frivole Ovest-Frou-Frou



L'éternel féminin, ça se cultive. Ovest-France joue le 8 mars très frou frou fourneaux. Le cahier familles du Dimanche\* est un "numéro spécial" 8 mars, journée de la femme. Plus axés sur les spécialités féminines que sur l'inégalité ou la violence faite aux femmes, les sujets abordés ne brillent pas par un féminisme farouche. L'étude du temps partiel titre sur la stratégie des femmes. Forcément une stratégie, rien de subi. Trois experts interrogés, trois hommes, DRH et apparatchiks de syndicats. Un reportage sur une femme médecin à Kaboul, un papier sur un refuge de l'Armée du Salut pour femmes de la rue. L'article "Femme et étrangère, double violence" est relégué

en bas de page. Bien plus discret que l'auteure de livres de recettes, Sophie Dudemaine, qui déclare : "une bonne cuisinière est une fée qui dispense du bonheur". Manque l'aspirateur et les mômes pour que le bonheur soit parfait. Mais il y a surtout une double page mode qui explique que "toute en jupons, broderies, volants et paillettes, la mode féminine va vivre et froufrouter joyeusement". Faut dire que "ce printemps, c'est liberté, légèreté, frivolité". Si les femmes, ces écerveillées notoires, manifestent, c'est forcément pour montrer leurs dernières toilettes. Même les dames pipi qui gardent les toilettes.

**Ginette Matelote**

\* Ovest-France, le 6 mars 2005

### Ramasse-biette

## La presse fait le trottoir

Suédois, Norvégien, Rennais, mais toujours low cost et kleenex, la presse prépayée pour djeuns urbains débarque au coin de la rue. De la main au panier

L'Angleterre a sa presse de caniveau. Nantes a désormais sa presse de trottoir. Gratuite, prépayée, à parcourir en moins de vingt minutes, si on ne lit pas les pubs. Après Métro, le quotidien 20 minutes est apparu le 18 mars dans le centre de Nantes, à la gare, sur le campus, du lundi au vendredi, mais ni l'été ni le week end\*. Marketing implacable. Il faut être jeune-actif-urbain, ou étudiant, âgé de moins de 34 ans, plutôt CSP+, ce fameux gratin des catégories socio-professionnelles qui a le plus fort potentiel de consommation. Faut bien que la pub, unique nerf de cette guerre des gratuits, atteigne son but. Lancé en France en 2002, Métro vise la rentabilité en 2005, 20 minutes en 2006.

### Pages localisées

Sur 32 pages, 20 minutes revendique sans rire huit pages ayant "fait l'objet d'une localisation éditoriale". Outre trois vraies pages (dont une de sport) d'articles courts sur Nantes, et deux pages d'annonces culture, le décompte inclue la une (un à deux titres nantais sur les cinq), et la demie page météo où deux des trois cartes sont Loire-infériorisées. Enfin, sur les 18 chaînes de la pagé télé, un gros timbre poste est dédié à Nantes 7.

Nouveau directeur départemental d'Ouest-France, Jean-Marie Biette prétend sans broncher qu'il arrive de Rennes et ne connaît pas bien la situation nantaise\*\*. Il prend vraiment ses biographes pour des cons, lui qui a fait sa vie de journaliste à Nantes, avant de grimper quatre à quatre dans la hiérarchie à Ovest-France via St Nazaire et Rennes. Il feint de voir ces gratuits comme des bienfaits de la presse payante. Discours officiel maison. Il précise quand même que 20 minutes est quand même mieux que Métro qui la joue à l'économie, pillant des dépêches d'agence. 20 minutes, c'est autre chose, dit-il, y'a de la "plus value journalistique" et ça c'est stimulant. La concurrence est limitée puisque les pages loisirs et cultu-

re de 20 minutes sont un copié-collé fourni par Ovest-France multimedia.

### Paniers garnis

Certains ergotent que le succès des 30 000 exemplaires distribués chaque jour se mesure au bourrage des corbeilles à papier du mobilier urbain. D'autres jaloux persiflent que le prétendu succès est aussi bidon que si on faisait passer pour une percée de la presse de la main à la main la diffusion d'un tract syndical à 20 000 exemplaires lors d'une manif. Le credo martelé, c'est que ces gratuits réinventeraient l'appétit de lecture. Comment prétendre que cette presse amènerait ces nouveaux lecteurs de journaux à payer un jour pour leur info quotidienne ? Car pourquoi payer bêtement les enquêtes, les reportages, les analyses des journaux traditionnels, alors qu'on peut récolter leur ersatz pour pas un rond ?

Sur tous les plateaux de télé locale, Jean-Marie Biette répète que "Non, non, nous ne nous tirons pas une balle dans le pied". C'est comme ça : les journalistes d'Ovest-France ont l'habitude de prendre le pluriel de majesté pour parler de leur employeur. Il reconnaît quand même qu'Ovest-France pourrait perdre des acheteurs le long des axes du tram où les deux gratuits sont donnés le matin. En revanche, les gratuits institutionnels journaux de la ville de Nantes, du Département et de la région, là, ça le tracasse. Le hic, c'est "la ponction sur le marché de la pub". Le gâteau attaqué par des donneurs d'ordres des appels d'offres publics, c'est autant que la presse gratuite ou payante de l'empire Ovest-France ne peut pas harponner. Il est urgent de privatiser la pub.

**Théophraste Renaudeur**

\* Ni même aux vacances de Noël, ce qui a permis aux deux journaux gratuits de rater les premiers jours d'informations sur le tsunami, puisqu'ils ne paraissent pas. Les catastrophes sont priées d'arriver les jours ouvrables.

\*\* Nantes 7, "Qu'est ce qu'on vous sert ?" vendredi 11 février 2005 (et rediffusion pendant toute l'année qui suit).

## Vingt minutes SE CHERCHE UNE DEVISE



## 20 mn à 50/50

L'arrivée des gratuits porte-pub a donné lieu à deux interviews d'anthologie dans Ovest-France\*, tous deux tendant la perche au pédégé de 20 minutes, Pierre-Jean Bozo. Ces articles lisibles en une minute vingt-cinq secondes montre en main, oublient tous deux de signaler que, tiens donc, Ovest-France est justement actionnaire à 50 % de ce quotidien prépayé par la pub, avec le Norvégien Schibsted. Pas un papier dans les colonnes d'Ovest-France sur le vilain canard rival, Métro, vendu aux forces du mal (TF1 est actionnaire à 34,3 %, avec le Suédois Modern Time Group) et payé par les réclames des concurrents. La presse low cost a sa dignité.

\* Le 2 février et le :18 mars 2005

# VAGUES MÉDIATIQUES: Le tsunami est mort



T'a pas t'as pas t'as pas tout dit

## Coincés du cul béni

**Chronique les tous.** Difficile de faire l'impasse sur le titre d'un album qu'on chronique. Celui-là s'appelle "Fuck them all", signé par Mylène Farmer (*Ouest-France*, 24 fév 05). Le préposé aux disques traduit ça par "Qu'ils aillent se faire voir", bien obligé de spécifier quand même que c'est une "traduction soft". Lulu doit donc à préciser que "soft" est un euphémisme qui désigne des pratiques sexuelles contre-nature de la démocratie chrétienne.

**Culs de bus bénis.** L'image de pub pour un nouveau magasin représente la scène version de Vinci mais en remplaçant les apôtres par des top models. La régie pub des culs de bus nantais a refusé cette image. *Ouest-France* aussi. On ne brocarde pas la religion qui est le ciment de la démocratie et de la chrétienté à l'ouest de notre France.

**Ordremoral.fr.** Quand le professeur Choron est mort, une photo est mise en page, le prof à crâne lisse tenant la fameuse une qui a fait interdire Charlie après la mort de De Gaulle : "bal tragique à Colombey : un mort". La mise en page d'*Ouest-France* est prête à partir, quand un grand chef de la rédaction de Rennes tombe dessus, s'insurge et fait changer ce cliché blasphématoire, changé pour une photo de Choron cadrée serrée. Moralité :



## Subsidiaire

### La revue se tape la cloche

Créée par Guichard pour tenter de donner une identité à un territoire sans entité, 303, la revue culturelle des Pays de la Loire coûte bonbon. Le patrimoine en quadrichromie stylée sur papier glacé refroidit un peu les lecteurs, avec des belles z'images agrémentant des textes pas toujours passionnants. La Région a décerné 330 000 euros à son trimestriel en 2004, subvention reconduite à l'identique cette année. La revue a vendu 14 000 exemplaires en 2004. Chaque numéro mis en vente 15 euros (et qui trouve acquéreur) reçoit donc 23 euros de subides publics. En divisant par 303, c'est beaucoup moins.

## Voyage voyage

### Leur nom est personnes

Le jeu des différences...



L'article est titré "Ordures : un nouveau mode de collecte"<sup>\*\*</sup> pour la Communauté de communes Erdre-et-Gesvres. Au milieu de l'article apparaît alors un intertitre évoquant le projet de deux aires d'accueil des gens du voyage, Ordures, déchets, gens du voyage, même traitement ? On aurait pu dissocier ces deux sujets, avec des titres bien séparés. Mais non. Rédigé par un correspondant, relu par le journaliste du secteur, mis en page par le secrétariat d'édition, cette présentation n'a bénéficié d'aucune objection. Le travail collectif conduisant à la publication de cette bavure journalistique n'est pas un fait isolé. La rubrique faits divers abonde de rendez-vous avec la stigmatisation. Des bagarres dans deux bars de Vallet, à la mi janvier, ont droit au même traitement<sup>\*\*</sup>. Avec un sens du flou qui évoque tour à tour un groupe d'une "quinzaine de gens du voyage", devenant quelques lignes plus bas des "personnes issues du milieu des gens du voyage". Issu du

milieu, ça veut dire qui se tient sur le côté ? Ou il faut lire "milieu" avec une insinuation perfide au banditisme ? "Puis, manifestement ivres, les voyageurs auraient pris leur voiture vers un autre bar", poursuit l'article. Une voiture pour quinze ? A l'occasion, ces dangereux contorsionnistes entassés dans la boîte à gants sont devenus des "voyageurs", forcément débarqués avec autant d'armes que de bagages. Un élu cité par l'article dit alors : "Le fossé se creuse de plus en plus entre les habitants et les gens du voyage. Les gens ne comprennent plus pourquoi on laisse faire ces personnes." ? Nouveau nom : personnes. Faute d'oser les désigner autrement. Le raisonnement est limpide, l'amalgame général : il y a donc les gens du voyage, louches par principe et en bloc, et les gens tout court, braves habitants pour qui on ne confond par altercation au bar et transfert au baigne.

Django Veinard

\* *Ouest-France*, le 25 février 2005  
\*\* *Ouest-France*, le 15 janvier 2005

## Perdre le Nord

### Jurer comme un quartier

Le Nord n'a pas la cote. Après les habitants des Côtes du Nord qui ont fait rebaptiser leur département, c'est au tour de ceux du quartier Nantes Nord de protester contre cette nordification injurieuse, stigmatisante et "qui ne correspond à rien"<sup>\*\*</sup>. Un président d'association du cru propose de rebaptiser le quartier "Nantes Cens et Erdre", ou mieux "Nantes Nord Cens et Erdre". Pourquoi pas Nantes d'Armor, ou Pas de Calais nantais ?

\* *Ouest-France*, le 13 mars 2005

## Monte-en-l'air

### Rendez les empreintes !

Le cambrioleur de la rédaction de *Ouest-France* s'est fait gauler fin décembre. Contrairement aux soupçons qui, empreintes digitales à l'appui, s'étaient portés sur des salariés du journal, le méchant monte-en-l'air n'est aucunement inscrit à l'effectif. Ce jeune Arsène Lupin habitait juste dans la rue d'à côté et avait relégué les ordinateurs par les fenêtres. Il lui a suffi d'escalader jusqu'à un balcon en façade, de pousser la fenêtre et de charger sa voiture, glissée dans le parking du journal. Il s'est fait bêtement avoir. Il avait fauché les places pour les matches de foot à venir, à La Beaujoire, places décernées aux journalistes des sports. Quelques matches après les faits, il s'est fait cueillir dans la

tribune. Les trois salariés d'*Ouest-France* qui ont subi arrestations sur le lieu de travail, menottes aux poignets devant tous leurs collègues et transferts jusqu'à leur domicile, pour assister toujours menottés entre les flics, à une perquisition de leur domicile, n'ont eu droit à aucune excuse officielle, ni de leur hiérarchie, ni bien sûr de la police, qui n'a fait que son devoir. Au passage, presque tous les salariés ont déposé leurs empreintes digitales dans le fichier central de la police. Des empreintes tout à fait personnelles, qu'on ne leur a pourtant pas rendu.

Arsene Lutin

\* Voir Lulu n° 45, "une rédaction empruntée", et n° 47, "une rédaction digitalisée"

# LATULULULU?

## • SCOUT, TOUJOURS PRÊT À DÉCONGELER

*Ouest-France* le 26 février 2005

Un bon scout est un scout surgelé. Les scouts nantais de la compagnie "An Avel Mor" étaient de sortie près de Fougères, la semaine des grands froids qui a fait grelotter toute la France. Les "P'tits loups" sont des loupiots de 9 ans en uniforme, short et chemise marron, foulard rouge et blanc. Les genoux cagneux à l'air libre sont de rigueur, comme l'hiver, plein de cette rigueur qui forge les caractères : "Nous avons sillonné les marches bretonnes par un temps glacial, en quête de l'âme chevaleresque qui se fait de plus en plus rare", commente le chef scout. Pendant quatre nuits, ils ont dormi dans des granges à foin et des salles communales. "Ce qui n'a pas empêché les bains d'eau glacée lors d'une sortie en kayak". Aucun n'y est resté. Ces apprentis chevaliers sont d'un coriace. Parmi les valeurs chevaleresques, espérons qu'il ont cultivé le respect. Au moins le respect de la chaîne du froid. Et ça, ça ne scoute rien.

## • OUTRAGE OU DÉSESPOIR

*Ouest-France*, le 26 mars 2005

Traiter quelqu'un d'artiste, c'est injurieux. Et ça peut même valoir huit jours de prison ferme. Un détenu de la maison d'arrêt de Nantes vient d'écopier de cette peine pour avoir qualifié d'"artiste" son juge d'application des peines, qui avait refusé par trois fois que le taulard puisse voir un médecin. Piqué au vif, non mais ho ! le juge lui a collé un outrage à magistrat. Cette susceptibilité relève clairement de l'outrage aux Beaux-Arts.

## • VÉNUS DE MILLE MOTS

*Presse Océan* le 10 février 2005

Les jeunes cathos préparent les vingtièmes journées mondiales de la jeunesse. Ancien jeune devenu chef de rayon, Mgr Soubrier va les guider sur ce chemin. Presse-O le présente devant une photo de comète où s'inscrit le slogan "mmes venus l'ador" caché par la tête de l'évêque. On suppose que d'androgynes Hommes-Venus adorent ça.

## • PAS DÉÇU DU VOYAGE

*L'Eclair*, le 18 février 2005

On va démolir les maisons modestes du quartier des Bruyères, au Nord de Nantes. La cité transfert a été bâtie pour cinq ans, et elle est là depuis 33 ans. Les habitants défendent pourtant leur quartier : "marre de l'image que l'on donne aux Bruyères et à ses habitants", disent-ils. L'article enchaîne : "Marre d'être montrés du doigt", après avoir explicité : "Certes, il y a eu des gens du voyage". Un certes lourd de préjugés insidieux. Comme si l'auteur de l'article n'aimait pas plus les voyages que les gens. Ou le contraire.

## • TOUCHE DU BOIS !

*Ouest-France*, le 19 février 2005

Cinq élèves de l'association nautique de l'École supérieure du bois s'engagent pour la 27<sup>ème</sup> course croisière de l'Edhec. Très célèbre chez ceux qui la célèbrent. S'ils ont déjà le slogan, "Pour que le bois avance, la nautique régale !", ils cherchent encore le bateau à louer. Qui sera en plastique, comme tout le monde. S'ils se rétamant au classement, il le restera le choix entre la langue de bois et la gueule de bois. Faut bien avancer.

## • A BON REGARDER, SALUT !

303, n° 84, janvier 2005

Photographe et témoin de la démolition de HLM à Malakoff Gilles Saussier ne pratique "aucun codage de la différence comme preuve de l'identité manifeste et de l'altérité comme extériorité". Mieux, il est même "politiquement engagé au sens où il place le regardeur dans une situation qui rend possible la perception de ce en quoi la réalité sociale formant son milieu vie constitue un obstacle à son individuation". C'est celââââ, oui !

# L'empire d'essence vingt ans à tout cramer

L'avenir : zen ou kérosène ? Les piliers de l'économie locale affichent un avenir procrâmé. Y'aurait comme des trous dans la couche de croissance.

L'estuaire fuit. Malade d'une fuite en avant. Seuls les écolos, ces mal embouchés, osent un peu écorner le mythe de l'économie triomphante. En janvier, Michel Quimbert, le président du Port a croisé un écolo dans les couloirs de la Région. Comble de l'abomination, l'écolo lui a dit un gros mot : "décroissance". Le président du Port est resté digne mais il a souffert. Il aurait pu y rester, rien qu'à l'idée d'inverser la tendance à dépenser toujours plus d'énergie. Ce serait, bien sûr, courir à la ruine de toute l'économie du port. Son tonnage annuel dépend à 71% du trafic d'hydrocarbures livrés à la raffinerie de Donges, du gaz naturel et du charbon que l'on crame joyeusement pour faire carburer la centrale EDF de Cordemais. Rien que des ressources fossiles bientôt épuisées. Du non durable. Du va dans l'mur. D'autant que la centrale de Cordemais aggrave son cas en étant depuis belle lurette dans le top des super pollueurs du coin, tant pour le dioxyde de soufre (plus de 5000 t en 2002) que pour les oxydes d'azote (15 5000 t). La raffinerie de Donges ne vaut pas mieux (lire page 5).

Mais quand on interroge le président du Port sur l'aveuglement d'un essor économique basé sur l'essor de telles ressources, il s'autruche à mort dans une réponse désarmante : "Pour les vingt années à venir, on ne doit pas avoir de problème de ressource". Ceci dit sur le ton du type qui tombe du haut de la Tour Bretagne et qui lâche au passage, "jusqu'ici, tout va bien". Mais le président du Port sait user de l'argument mas-sue : les emplois ! Tous ces salariés qu'un abandon de trafics, même les plus suicidaires, mettrait sur le carreau. Cet argument, d'autres beaux messieurs du Port de Nantes l'ont déjà tenu à la Révolution, quand d'autres irresponsables ont osé évoquer l'abandon de la Traite. Les négociants nantais ont argumenté économique, défendant surtout l'emploi. Abandonner le commerce des esclaves, vous n'y pensez pas, ce serait mettre sur la paille les fabricants de fers et de chaînes, d'indiennes et de pacotille et leurs ouvriers, les charpentiers de marine, les chantiers navals...

## La fin des pétroliers

Aujourd'hui, on pense avec le même esprit ce pétrole qui dope l'économie portuaire. En présentant chaque année leur bilan, les dirigeants du Port déplorent les hivers trop doux, dépourvus des indispensables grands froids qui poussent à la surconsommation d'électricité, et donc au bon trafic de charbon pour alimenter la centrale de Cordemais. Que la raffinerie de Donges soit contrainte de réparer quelques tuyaux pendant plusieurs mois, et c'est une année noire pour le bilan du Port. Il faut toujours plus de pétrole, plus de gaz, plus de charbon. Pourtant, des experts pas spécialement écolos le



disent tout net : c'est bientôt la fin. Formés de sommités internationales du monde pétrolier récemment retirés du business, la très respectable ASPO (Association for the Study of Peak Oil and gas) diagnostique le point de basculement des réserves pétrolières mondiales. Tous sont d'accord : le pic est pour la prochaine décennie. Denis Babusiaux, directeur de recherche à l'Institut français du pétrole, et Pierre-René Bauquis, ancien directeur stratégie et planification du groupe Total préconisent un "maximum de la production mondiale peu après 2020". Après, c'est le déclin.

## La faim des pétroliers

Les stocks qu'offre la planète s'épuisent. On a beau forer plus profond, dépenser toujours plus pour

sortir et traiter ces hydrocarbures, rien n'y fait. Pourtant, à Donges comme ailleurs, on fait comme si de rien n'était. Croissance, croyance, même indécence. L'économie est aveugle, payons lui une canne blanche.

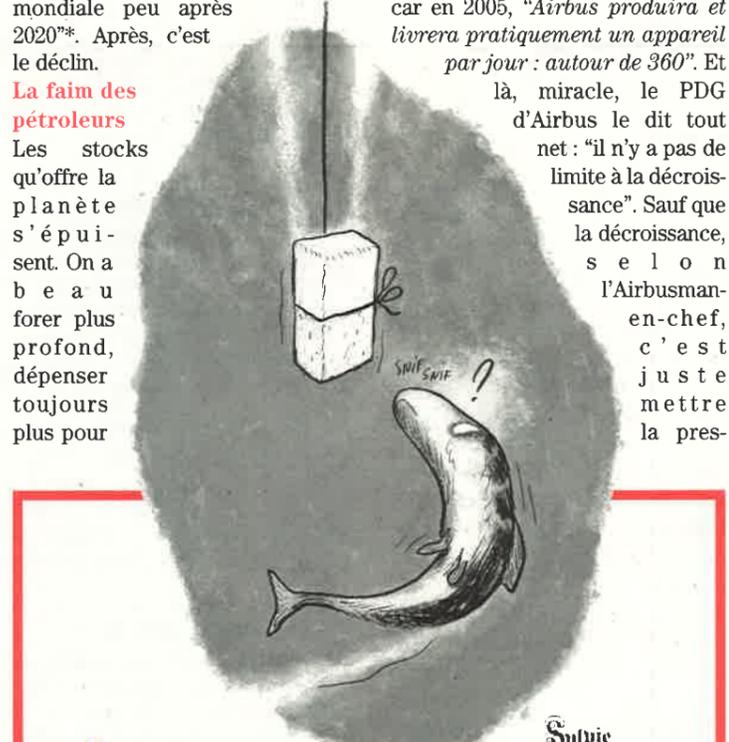
Airbus, l'autre fleuron local ne vaut pas mieux. Rappel : l'aviation est de loin le mode de transport le plus polluant par gougusse transporté. On a beau vanter ces performances, l'A 380 est bien un avion maousse de 560 t qui marche au kérosène. Pour l'heure, c'est "l'euphorie du succès" \*, car en 2005, "Airbus produira et livrera pratiquement un appareil par jour : autour de 360". Et

là, miracle, le PDG d'Airbus le dit tout net : "il n'y a pas de limite à la décroissance". Sauf que, selon l'Airbusman-en-chef, c'est juste mettre la pres-

sion sur les sous-traitants pour leur faire baisser les coûts. Pire que les détournements d'avions, les détournements de mots. Pas question d'admettre que ce mode de transport va forcément morfler très bientôt, quand l'inéluctable flambée des prix du pétrole aura impacté grave le transport aérien. Mais actuellement, ce machin d'Airbus n'est présenté que comme un dopant de la sacro-sainte économie, les emplois, les sous-traitants, les chiffres d'affaires ronflants comme des rotors. Escamoté, le bilan environnemental de ces gros zingues que l'on fabrique dans l'euphorie sans regarder ce qu'ils brûlent en kérosène à chaque vol. Mais dira le chargé de com d'Airbus, justement, celui là est moins gourmand que ces prédécesseurs dans sa dépense par voyageur. Les chiffres sont un peu truqués, relève un lecteur d'Ouest-France : on calcule sur la version charter à 800 passagers, pas sur le modèle standard, à 550 sièges, tout en oubliant que leur taux de remplissage n'est jamais assuré à 100 %. L'amélioration restera marginale si elle est contrecarrée par l'inéluctable volonté de croissance des compagnies aériennes et l'extension du trafic aérien à court terme. La vieille histoire des parts de marché, du business qui s'emballe, du profit qui emballe les actionnaires. Faut comprendre, aussi : si c'est pas Air Machin, ce sera Air Bidule, ou Low Cost Airlines. Longs ou courts courriers, fret aérien ou passagers ; il en faut toujours plus. Toutes les prédictions des experts en aéroportologie sont pleines de ces certitudes.

## L'heure des pétropollueurs

Pourtant, à consommation égale d'énergie, une tonne de fret va cinq fois plus loin par mer, quatre fois par chemin de fer, deux fois par voie fluviale que par poids lourd dans des convois de camions dont l'absurdité a déjà été maintes fois épinglée. Mais ce camion néfaste est lui-même vingt fois moins vorace en énergie brûlée que l'avion cargo en trafic intérieur. "Pour les voyageurs comme pour le fret, le recours au transport aérien pour des courts trajets intérieurs constitue un aberration éner-



## Baille La Loire sucrée salée

On a souvent déploré la remontée du seuil de salinité des eaux de la Loire. Il y a plus grave : le taux de dilution de sucre qui trouble tous les relevés. Au bord de la Loire depuis 1935, la raffinerie Béghin Say (devenue Tereos en janvier 2004) sucre les civelles et les mulets depuis des années. La Drire, Direction régionale de l'industrie et de la recherche, l'a contrôlé l'an dernier, épingleant l'établissement pour ses "effluents liquides présentant une forte charge organique (jus

sucrés), constitués pour l'essentiel des eaux de lavage périodique des installations". Tout ces jus partent à la baille, sans traitement et sans ménage, mixés aux eaux de refroidissement de l'usine. La Drire a obligé le sucrier en chef de l'usine à réduire ces rejets sauvages et à les rebalancer dans les égouts s'ils dépassent la dose prescrite de 124 mg par litre. Les rejets ont été divisés par 7,5. En manque, les civelles diabétiques pourraient porter plainte.

tique, environnementale ... qui se développe !" \*\*. Qu'est-ce que ça sera quand le pétrole viendra à manquer. Cet horizon proche pourrait d'ailleurs bien se dessiner avant que les pistes de l'aéroport de Notre Dame des Landes n'ait jailli du plancher des vaches. Mais ça ne se dit pas. L'impérialisme de l'économie est le nez collé à l'altimètre de la croissance, qui demeure un objectif en soi. Une vertu. Un objectif mécaniquement lié à l'emploi, donc au progrès, et pour faire rapide, au bonheur.

Les partisans du zingue mordicus devraient écouter d'autres zingues, des gens avisés comme les punks, par exemple. Ils comprendraient que "no future" est l'évidence qui va couper les ailes à ces beaux projets, comme l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Un équipement forcément surdimensionné (il faut anticiper une éventuelle croissance), même si ces perspectives paraissent avoir été extrapolées sur le mythe d'une prétendue saturation imminente de l'actuel aéroport de Château-Bougon. En 2004, "l'augmentation du trafic n'est pas aussi importante que prévu" \*\*\*. Consolation : les vols vers Paris gagnent 16 %, et deux nouvelles lignes rallient Milan et Genève. Rien que des liaisons courtes, les plus désastreuses pour l'environnement. Après nous, le déluge, qui pourra toujours tenter la fuite par les trous de la couche d'ozone. Avant la mise au rencart des géants des airs, il faudra penser à fabriquer des couches culottes planétaires.

## Inspecteur Derrick

\* Ouest-France le 13 janvier 2005

\*\* Le Monde Diplo, n°610, janvier 2005

\*\*\* Ouest-France le 17 janvier 2005

## Port de l'angoisse Terreur est humaine

Depuis les attentats du 11 septembre, les Etats-Unis ont imposé un code ISPS international pour la sûreté des navires et des installations portuaires. A Nantes, le système mis en place est analysé par des étudiants de l'Ecole des mines. Dans leur mémoire, ils évoquent les quatre motifs de précaution : "terrorisme, trafics d'armes et de drogue, passagers clandestins, et conflits sociaux". Pour ces apprentis ingénieurs, les grèves sont donc aussi dangereuses pour la santé que la traversée d'une cour d'école maternelle par une bombe humaine.

## Compartiments fumeurs CO2, c'est odeux !

La DRIRE a accordé en mars 2005 la répartition des quotas de CO2, largables en toute impunité dans nos naseaux. Un genre d'autorisation légale de dioxyde-carboniser l'environnement. Mais si la centrale EDF de Cordemais ne dépasse pas les 6,13 millions de tonnes par an, et si la raffinerie Total de Donges ne rejette pas plus de 1,43 million de tonnes, ces installations enfumantes auront la bénédiction de pouvoir publics. Sinon, ça vaudrait les gros yeux sourcilieux des services de l'Etat. Ça fait peur.



Sion en parlait ?

# Ayrault en territoire occupé

Ayrault aussi loquace qu'un mur quant à son parrainage d'un club de socialos pro-israéliens.

Quelques jours de la parution du bouquin d'Alain Besson sur Jean-Marc Ayrault \*, l'auteur rencontre des militants nantais pro palestiniens qui demandent comment le journaliste a traité les liens étroits avec le Cercle Léon Blum. Un blanc. L'auteur ne l'a pas su. Le bouquin n'en parle pas. Après trois ans de recherches et d'entretiens de proches et de l'intéressé, le pavé de 440 pages a comme un trou.

Ce Cercle Léon Blum qui passe pour le lobby sioniste du PS, a été créé pour tenter de museler l'expression de critiques contre la politique d'Israël en assimilant l'antisémitisme et antisémitisme. Ayrault figure au comité d'honneur, aux côtés de parrains comme Delanoë, Mauroy, Charasse, Moscovici, Strauss-Kahn, Kouchner, mais aussi Serge Moati, Anne Sinclair. Le 29 juin dernier, Ayrault est au dîner du premier anniversaire du cercle, dans les salons du Conseil régional d'Ile de France. Officiellement, ce machin créé en mai 2003, présidé par Laurent Azoulay et inspiré par Dominique Strauss-Kahn vise à "combattre la résurgence d'un nouvel antisémitisme qui provient, depuis quelques années, d'une partie de la gauche française". Sur le site internet du cercle \*\*, une habituée des cabinets ministériels, Véronique Bensaïd y proclame benoîtement son sionisme, prétendant que ce n'est pas une idéologie coloniale, ce que revendiquait pourtant formellement le fondateur du sionisme Theodor Herzl \*\*\*

## La flamme sioniste

Parmi les fondateurs du Cercle, François Zimeray veut "faire revivre la flamme sioniste et humaniste qui n'aurait jamais dû quitter le cœur des socialistes". Il est membre de la très engagée association France-Israël, et député européen grand pourfendeur des malversations de fonds européens dont il soupçonne l'Autorité palestinienne. Le Cercle Léon Blum manifeste une volonté de tolérance et de paix, mais persiste dans un souci d'"équidistance" entre belligérants, pas très tenable quand il s'agit d'occupants et d'occupés. Difficile de se fâcher avec le parti frère, les travaillistes israéliens. "Comme si les socialistes français avaient suivi la dérive d'une certaine gauche israélienne" \*\*\*. Le Cercle regroupe les plus ardents partisans de la mise à l'écart de Pascal Boniface, auteur après la défaite de Jospin d'une note à la direction du PS demandant de rompre avec le parti pris pro israélien des socialistes français, où il estimait notamment "qu'on ne peut mettre sur un même plan l'occupant et l'occupé" et qu'on "ne combattra pas l'antisémitisme en légitimant l'actuelle répression des



Palestiniens par Israël". Beaucoup le pensent : finalement ce Cercle Léon-Blum "est surtout destiné à instrumentaliser la lutte pour la laïcité et contre l'antisémitisme au profit d'un soutien à la politique d'Ariel Sharon" \*\*\*.

## Quadrature du cercle

Au sein même du PS, on a vite senti les difficultés de ce cercle, le parti socialiste n'étant pas

supposé abriter de lobby en son sein. Car ce club pourrait vouloir minimiser les effets de la colonisation, les assassinats ciblés, la réoccupation militaire des territoires occupés. Il entend taxer d'antisémitisme toute critique un peu forte de la politique de Sharon-Pérès. Pas le genre à évoquer les droits des Palestiniens à un Etat aux côtés d'Israël.

Ayrault est donc parrain de ce

groupement fortement connoté, formant un territoire idéologique très occupé à convaincre des socialos que les pro-palestiniens ne sont en fait que de dangereux et insupportables antisémites.

Sollicité par deux fois par Lulu, Ayrault a fait savoir qu'il ne souhaitait pas s'expliquer sur sa présence dans un groupe aussi marqué. Il ne faut sans doute pas fâcher les rangs très influents des partisans d'Israël, travaillistes ou pas, et leurs relais en France. Pour défendre Ayrault malgré lui, il faut noter qu'il appartient par ailleurs au groupe parlementaire "d'études à vocation internationale sur les territoires autonomes palestiniens". Toujours ce principe d'équidistance, pour n'être taxé d'aucun parti pris. Un vrai atlas, ce Ayrault : comme parlementaire, il participe aussi à un paquet d'autres groupes d'amitié ou d'étude (Afrique du sud, Algérie, Autriche, Bolivie, Cameroun, Georgie, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Maroc, Portugal, Québec et Sénégal) mais aussi au groupe France-Israël. Le parlementaire qui ne veut ni parler ni mentir est aussi bavard qu'un mur.

## Jean-Pierre Raffarat

(1) Une ambition nantaise, Editions Coiffard.

(2) www.cercle-leon-blum.org

(3) "Le trouble des socialistes", par Denis Sieffert,

Politis n° 777, le 27 novembre 2003

## Bouffay les tous !

# Démocratic parano

Apprentis délinquants et bandits confirmés, méfiez vous. Une nouvelle race d'ennemis est née, à Nantes : les "coproducteurs de sécurité". Une association créée par Ayrault veut carrément "susciter l'implication de la population et de relancer la démarche de" coproduction de la sécurité "associant toutes les capacités publiques ou privées" Il s'agit de faire épauler les professionnels du sécuritaire par les braves citoyens, persuadés qu'une bonne parano bien outillée vaut mieux que l'in-

souciance aveugle, forcément coupable.

Réactualisation du principe de la milice de coin de rue, ce concept d'auxiliaire volontaire de police est sorti tout droit d'un machin encore un peu nébuleux, lancé le 11 mars, par Ayrault : "l'Association pour la sécurité dans la démocratie". Responsables des administrations territoriales et de l'Etat y côtoient chercheurs, universitaires, cadres et consultants du privé, "qui partagent la même approche citoyenne de la problématique sécurité".



dèrent comme de véritables acteurs sociaux", de devenir "des artisans de la citoyenneté".

L'artisanat, y'a que ça de vrai. La matraque, voilà une revalorisation du travail manuel.

Parce que voilà. Il faut partager. D'autant que nous survivons dans "un contexte où la question de l'insécurité atteint l'ampleur d'une véritable obsession sociale". Ben dis donc ! Ces experts récusent le tout répressif, "les remèdes de l'inflation législative et du coup de bâton judiciaire se révèlent inefficaces". Plus efficace certainement, la coprod, comme en télé, mais en version flicarde. Parce que quand on est de gauche, pas question de laisser désigner ces pros de la sécurité "comme les seuls responsables des difficultés qui perdurent et qui s'accumulent sur les plus faibles ou les plus pauvres". Les membres de l'asso naissante ne veulent convaincre que ceux "qui se consi-

La coproduction de sécurité devrait être opérationnelle quand le grand palace du centre ville sera sorti de terre, dans le quartier du Bouffay. Bouygues immobilier, le promoteur Kaufmann & Broad et le célèbre Georges V, de Paris s'il vous plait, sont sur les rangs. On attend donc des grooms du futur hôtel quatre étoiles nantais qu'ils coproduisent le nettoyage de la racaille devant le hall d'entrée du palace. Rappelons que pour les clients de ce genre d'établissement, est considéré comme louche le moindre cadre moyen qui n'émarge pas à l'impôt sur la grande fortune. Si vous ne voulez pas être "coproduit" auprès d'un kebab du Bouffay, achetez-vous vite fait une fortune.

Sylvie Doque



## Auto régulation

# Le paradoxe du damier

La fraude recule, Nantes avance, les casquettes à damier aussi. Mais ne demandez pas aux sergents de ville d'autofinancer leurs postes. C'est la cata ! Plus ces corsaires du stationnement sont nombreux, moins ils sont efficaces. "Le nombre de procès verbaux dressés par la police municipale ne cesse de régresser depuis 2004". Et pourtant, les zones de chasse s'élargissent avec l'extension du domaine de la lutte contre le stationnement fraudé. Le 1er juin, Nantes accroît son territoire de places à péage de

2100 nouveaux emplacements taxés à l'heure, et de 150 horodateurs (qui s'ajoutent aux 256 machines déjà en place). Le même 1er juin, la Ville embauche 20 flics municipaux supplémentaires et 24 flics du stationnement de la brigade des casquettes à damier. Il y aura donc désormais 100 flics municipaux, 57 flics de parking, et si tout va bien le nombre de PV devrait suivre la même dégringolade. On n'est pas au bout de nos peines, mais on n'en a jamais été si près.

## L'internationalaaaaale

# Auxiette fait du plat au gratin

Notre Jacques Auxiette régional veut s'offrir un lycée international à Nantes, "pour accueillir les enfants de personnels étrangers travaillant dans la région, mais également destiné aux enfants de Français appelés à une fréquente mobilité professionnelle à l'étranger". Rien que ça. Il l'a annoncé à la mi-janvier. Ces rejetons du gratin méritent un traitement à part. Pas question de se dissoudre dans des bahuts normaux. N'ont pas la vie facile, ces ados de cadres sup plus plus, fistons de l'élite et filles de l'air façon jet set, comparées à l'existence dorée des descendants première génération de chômeurs, qui ont la chance, eux, d'avoir des racines, des vraies, assignés ad vitam æternam dans leurs lotissements à deux balles et dans les Zup ripolinées à coups de GPV. Du coup, mobilisation générale dans les services régionaux, transformés en centres d'appels auprès des lycées pour tenter d'évaluer le nombre d'intéressés potentiels. Personne n'a pensé aux effectifs des sans papiers roumains, sénégalais, marocains... Suffit de demander la liste aux préfetures.

# Opération turbin de jouvence

Les entrepreneurs se déclarent preneurs d'entremetteurs. Des professeurs, par exemple. Pour passer l'annonce, Ouest-France ouvre une pleine page à une standardiste en chef de la propagande ultra libérale.

Le refrain est connu : L'Education nationale doit s'adapter dare dare aux débouchés du monde du travail. L'école post moderne doit vite remplacer les profs par des DRH et des chargés de clientèle ANPE, préparant à l'employabilité, cette notion de disponibilité aux besoins de l'entreprise. Ainsi, le "bilan personnalisé en fin de scolarité obligatoire" prévu par la loi Fillon anticipe et facilite la tâche des chefs du personnel. L'école accompagnerait donc l'élève vers une "insertion professionnelle future", aboutissement et abêtissement de son existence. Au passage, on a supprimé l'Éducation civique, juridique et sociale des filières technologiques. Un signe de la vision utilitariste de l'école formant des techniciens sans esprit critique, pleinement dévoués à l'efficacité de la religion travail. Les potaches doivent s'ouvrir aux réalités du "monde de l'entreprise". "On constate un besoin des écoles de se rapprocher des entreprises" claironne Benoît Cailliau (1), vice-président du Medef 44, qui aurait comme tendance à inverser les besoins. Escalade, un réseau d'une centaine d'entreprises adhérentes veut faire découvrir aux scolaires 70 entreprises partenaires, pour "mettre un pied furtif, mais réel, dans une entreprise" (2). La très bourgeoise Sophie de Menthon est une ardente propagandiste de cette mystique de l'entreprise. Ouest-

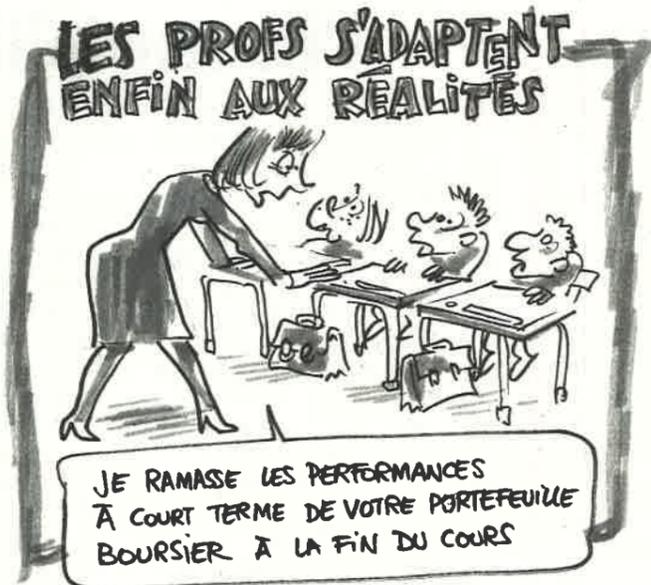
France relaye sur une pleine page son plaidoyer pour la PME gorgée d'humanité, vantant la nécessaire réconciliation turbin-école. Selon la présidente d'Ethic (Entreprise à taille humaine indépendantes et de croissance) (3), les patrons doivent venir témoigner de leur "aventure humaine passionnante" à l'école.

mêmes aux sorties des écoles dans Ouest-France, elle prône un meilleur contrôle des chômeurs et des salariés en arrêt maladie. On ne se refait pas. Mais attention, prévient-elle, "il n'est pas question d'aller vendre le capitalisme aux enfants, mais de leur faire ressentir une possible égalité de leurs chances d'être entrepreneur, quelles que soient leurs origines". La dame pleurniche : à l'école, "l'entreprise est trop souvent présentée comme un lieu d'exploitation". L'horreur. Elle veut tout simplement "humaniser" l'idée auprès de ces "professeurs, souvent très dévoués, mais qui y voient l'expression du libéralisme sauvage".

Message aux profs dévoués : apprivoiser la sauvagerie du libéralisme ! Car "on a fait une fixation sur un capitalisme cruel et une mondialisation qui détruit les emplois". D'autant que "quand les jeunes expriment le besoin de consommer, ils devraient avoir l'opportunité de gagner leur argent de poche". Trop fauchés, ils ne pourraient plus craquer un seul sou. Un désastre. Et l'économie a tant besoin de portefeuilles ouverts et de cerveaux disponibles.

**Cours d'assouplissement**  
Ouest-France célèbre la beauté du travail rédempteur. En oubliant de préciser que cette

février 2005 évoque la répression syndicale chez Multilignes qui a "mis en disponibilité rémunérée hors de l'entreprise la déléguée syndicale CGT après plusieurs tentatives infructueuses de licenciement". Mme de Menthon adore les mesures gouvernementales visant à raccourcir les délais de plans sociaux : "Le licenciement est une chose essentielle pour les moyennes entreprises."



### Aime ton boss

Sophie de Menthon et son mouvement patronal Ethic est aussi connue pour avoir importé "La fête de l'entreprise", où chacun doit clamer son amour pour son patron vénéré. Un modèle de servitude volontaire. C'est lors d'un voyage aux Etats-Unis que la pédégère a découvert le "boss day", célébré le 16 octobre par les Ricains. Subjuguée de voir des salariés porter des tee-shirts "J'aime mon boss" et lui offrir des cadeaux, elle décide d'importer cette "Saint-Valentin de l'économie" en France, pour "restaurer les valeurs dire positives du travail". Très tendance chez Raffarin et au Medef. Quand elle ne drague pas les



Confrontées à l'incertitude économique, elles ont besoin de licencier très vite et sans contrainte" (6). Dans une étude d'octobre 2002 sur les centres d'appels d'Ile de France, le syndicat Sud relève : "La précarisation de l'emploi à outrance est à l'ordre du jour, et cela, au mépris du code du travail limitant les contrats précaires à "un surcroît temporaire d'activité" ou à des "remplacements temporaires" justifiés par un congé maladie ou maternité par exemple". Ca va pas être fastoche de vendre cette vibrante mystique de l'entreprise aux élèves des lycées et des collèges. Même en leur offrant des paquets de T-shirts "J'aime mon boss". Ouest-France oublie de souligner la chance des scolaires d'être dotés d'un avenir kleenex. Pour des morveux, ça s'impose.

Jules Ferrien-Derrien

- (1) Ouest-France, le 24 mars 2005
- (2) Ouest-France, le 12 mars 2005
- (3) Ouest-France, le 13 mars 2005
- (4) Libération, le 27 septembre 2004
- (5) "Centre d'appels" n° 30, 2001
- (6) TF1, le 28 septembre 2002

## Chaudron devant !

# Faire suer le bleu

Mo-ti-vés ! Deux PME de métallurgie et une boîte d'intérim sont venues séduire les jeunes de la section chaudronnerie du Lycée Etienne Lenoir\* à Châteaubriant. Les joyeux patrons demandent de la motivation. Tout en avertissant que leur destin, forcément polyvalent et motivé, "passe par l'intérim pour plusieurs années". Le tout, ça va sans dire, payé royalement au SMIC, avec des évolutions de carrière vers SMIC + 0,01% dans les années à venir, si motivation bien sûr. Les représentants de Manpower expliquent aussi le parcours de la docilité ; le must du CV du bosseur à sueur kleenex : "Nous recueillons des informations sur les sala-

riés que nous plaçons en intérim. Ces informations sont dans leur dossier et les suivent de mission en mission". Ce fichage est bien timide. Pourquoi ne pas tatouer les arêtes avec un code barre. Quant aux rebelles au tatouage, ils passeront direct de l'intérim à l'intérim.

\* La Mée, n°12-2005



## Ruée dans le brancart

# Du travail soigné

Attention, danger travail. Il arrive régulièrement que l'intérim place sa main d'œuvre dans des boîtes pourries. Sans formation. Machines qui marchent mal, sans protections. Sans consignes de sécurité. Les marchands de viande ne sont pas à ça près. Au tribunal de Nantes, le 7 janvier dernier, les juges ont vu passer des mains gelées d'avoir trop rangé en cartons des lardons sortant d'un tunnel de congélation à -20°. Amputation frôlée de deux doigts. Puis un ouvrier d'une société d'aluminium qui s'est pris deux mois d'arrêt après avoir dégringolé d'une échelle dont les patins antidérapants étaient usés jusqu'à la corde. Ça vaudra 1000 euros d'amende au patron. Le montant d'un mois au SMIC à lâcher puisqu'il s'est fait gauler. "Les intérimaires servent de bouche-trous, passent d'un poste à l'autre sans formation spéci-

fique", analyse le procureur. Le 13 janvier, un intérimaire aux Chantiers de l'Atlantique s'est fait brûler aux jambes et à la main droite quand un solvant pour dégraisser les pièces métalliques a pris feu. Une semaine avant, dans le même compartiment machine du ferry Berlioz, un accident similaire avait fait deux blessés. L'intérim, ce cadeau qu'on prêche aux jeunes, est champion de l'accident du travail. 12,14 % des intérimaires des Pays de la Loire ont été accidentés du turbin. C'est deux à trois fois plus que la moyenne des aléas du travail. Ces intermittents du boulot sont essentiellement des jeunes sans expérience, et plus de la moitié sont dans la métallurgie ou le BTP. "Qu'on cesse de prendre les intérimaires pour des sous-travailleurs, qu'on cesse de leur réserver le travail le plus

ingrat", dit Christian Prat\*. Il est ingénieur conseil en charge de la prévention à la Caisse régionale d'assurance maladie, qui prend en charge ces blessés du taf. Propos tenus lors d'un forum sur la sécurité des intérimaires. L'approche était très économique : selon Annie Rault, présidente régionale du syndicat des entreprises de travail temporaire, "l'accident coûte à la collectivité, mais aussi à l'employeur et à l'utilisateur de l'intérimaire". Que l'estropié de la mission intérim rentre chez lui diminué n'a pas l'air de pouvoir être vécu autrement que comme un problème budgétaire. Allez les jeunes, c'est quand même tentant : sans expérience, sans avenir et sans doigts. Et si certains ne survivent pas à leurs blessures, on leur fera un bel enterrement.

\* Ouest-France, le 5 novembre 2004  
\*\* Presse-Océan, le 5 novembre 2004

Vernis culturel

# Les albinos emmerdent Jules Verne

Réac, raciste, sexiste, albinosophe, plagiaire, tout pour plaire.

**A** "Il faut que cette inepte ville de Nantes ne soit en partie habitée que par des crétiens, des vachers, des albinos". Ce bel hommage a été ciselé par Jules Verne en 1882. On savait Jules Verne un brin réac, bourgeois raciste, farouche anti-nantais primaire\*. On le découvre mauvais père, sexiste, plagiaire, et plus porté à faire dans l'anti-juif viscéral qu'à avoir commis une simple bavure en brochant dans son roman Hector Servadac un mauvais portrait de juif de caricature, le vil usurier Isaac Hakhabut (qui lui a valu la protestation immédiate du grand rabbin de l'époque). A l'envers, Servadac se lit d'ailleurs "cadavres". Prémonitoire.

En fait, Jules Verne était très proche des idées d'Edouard Drumont, proto fasciste mort en 1917, auteur du best seller "La France Juive", antisémite viscéral, raciste radical, et antidreyfusard haineux. Jules Verne a bien failli collaborer au journal de Drumont. Le journaliste Roger Maudhuy révèle dans une biographie grinçante\*\* reluquant l'envers des légendes verniennes, les faces cachées de l'écrivain. Et notamment les liens entre Verne et Drumont, à travers une correspondance retrouvée dans les archives d'un fidèle de Drumont.

De quoi dégringoler un peu plus le père Jules de son "piédestal d'honorabilité style III<sup>e</sup> République et distribution des prix de fin d'année", comme le note

la revue Europe de janvier 2005. Jules Verne est aussi plagiaire patenté, réécrivant en se l'appropriant un manuscrit proposé à l'éditeur Hetzel par l'ancien Communard Paschal Grousset, alias André Laurie. Ainsi "L'héritage de Langevol", renaît, repatouillé par Jules Verne sous le nom des "Cinq cent millions de la Béguin" en septembre 1879. Rebelote avec "Le diamant bleu" devenu "L'Etoile du Sud" une fois réécrit par Jules Verne. Pour le troisième bouquin repris à Laurie, "L'Épave du Cynthia", Jules Verne associera quand même son nom à celui du vrai auteur.

Jules Verne, comme Wagner, plut aux Nazis. Pas de sa faute, dira-t-on. Ce bouquin révèle que le brave Dr Goebbels eut même un projet d'affiche utilisant le capitaine Nemo pour vanter la toute puissance de la Kriegsmarine. "Nemo au service de la propagande nazie ? Pourquoi pas ? Quand on voit quelle inhumanité il dégage", lâche l'auteur. Quitte à voir dans le splendide isolement du Nautilus le pendant du Bunker d'Hitler. On nous bassine tellement avec les vertus prémonitoires, le sens de l'anticipation de Jules Verne...

Réac bon teint, ce bourgeois secret serait finalement un écrivain plein d'imagination mais dénué du moindre sens de l'imaginaire. Imaginez un peu si ça se savait ?

Jules Taverner

\* Voir Lulu n° 16, février 1998

\*\* "Jules Verne, la face cachée", éditions France-Empire.

ANNÉE JULES VERNE  
on sature déjà!



Missel mi sordide

## L'odieux sans confession

Odieux, aie pitié du tripoteur de couches culottes octogénaires !

**P**our le président du tribunal correctionnel, le pervers de la maison de retraite de Vigneux détient le record du sordide des vingt dernières années. Pour échapper à l'horreur par un peu de culture, le magistrat le traite de Tartuffe qui aurait lu Sade, et de St Vincent de Paul virant à Dr Jekyll et Mr Hyde. A 71 printemps, Michel Saulnier est un collectionneur odieux. Ancien gendarme de la Garde républicaine, catholique pratiquant, "homme à principes" revendiqué, et membre du conseil de gestion paroissial, il s'en est pris à des mémés octogénaires quasi impotentes, incontinentes, atteintes de Parkinson et d'Alzheimer. Gros avantage : elles ne pouvaient cafter. Il a commencé par ses deux tantes, puis est entré dans les chambres d'autres pensionnaires en choisissant soigneusement celles qui ne pourraient se plaindre. Six victimes sont connues. Il les a tri-

potées, les cuisses, la poitrine, le sexe, multipliant exhibitions et attouchements sexuels. Pour trois de ses victimes, il a reconnu des viols avec introduction d'un doigt. Terrorisées, les vieilles dames ne disaient rien. Une seule a pu témoigner. Les autres sont décédées, ou ont été écartées par certificat médical attestant qu'elles ne sont pas en état d'être interrogées. Longtemps, le brave paroissien s'est cru couvert. En 1994, il s'était déjà bien sorti d'une affaire d'exhibitionnisme et de tentative d'agression sexuelle sur des fillettes de 6 et 10 ans. Classé sans suite, avec une vague obligation de soins. Passé des gamines aux mamies, il s'est cru hors d'atteinte. Jamais pris sur le fait, défendu par sa sœur, secrétaire et animatrice de la maison de retraite, pressentie pour devenir directrice. Il est ami du président de l'association qui gère la maison de retraite. Ils sont tous deux à l'association

des randonneurs du cru. Inquiet qu'une photo d'eux deux sorte, le président freinera d'ailleurs tant qu'il pourra pour éviter la plainte contre les agissements de cet ami. Un agresseur froid et calculateur, méticuleux, empruntant escalier de service et voies détournées, débarquant quand le personnel prend ses repas, vérifiant que ses victimes ne se confient pas aux aides-soignantes. Son assiduité journalistique attire pourtant l'attention. Une infirmière, et la directrice de la maison de retraite qui a porté plainte en feront les frais, licenciées comme des malpropres, pour des fautes graves imaginaires. Le président de l'association qui gère la maison les a congédiés le 17 octobre dernier, l'une après l'autre à un quart d'heure près. Il leur faut se défendre aux prud'hommes. Vivement que le silence retombe sur Vigneux. Une bonne messe, un bon vomit, et au lit.

Roulez jeunesse

## Dodo d'auto cadeau

**V**ous venez d'avoir votre permis de conduire. Petits veinards. NGE, Nantes Gestion Equipement, la société gestionnaire de parkings payants nantais vous offre gracieusement 6 euros de parking. Soit trois nuits de stationnement, ou près de sept heures de voiture à l'abri. Le rêve absolu. Mais faut pas trainer non plus, l'offre n'est valable que dans les deux mois qui suivent l'obtention de votre permis. Il est pas beau, l'avis ?

Expulse.com

## Un bienfaiteur de l'immobilier

**S**ur le trottoir, les squatters ont déposé un présentoir qui propose des vêtements à emporter. Gratuitement. Immobiliériste purement désintéressé, Jean-Pierre Ichoua ne comprend pas ce genre de marketing. Sa culture, c'est la fringue de luxe rue Crébillon. Sa famille détient trois magasins de vêtements chics rue Crébillon. Il y a six mois, ce radiologue a acheté l'immeuble qui abritait l'ancienne boîte de nuit Le Floride. Bien placé, dans le secteur de l'île de Nantes, le nouveau Manhattan. Installé depuis fin octobre 2004, un gang de squatteuses et de squatteurs a voulu aider Jean-Pierre à faire une belle opération financière. Leur idée : immobiliser son bien immobilier, lui permettant de spéculer entre le prix d'achat et des barèmes immobiliers dopés par 15 % de croissance par an. En occupant les lieux six mois, ces anarchistes du logement ont fait gagner un bon 7 % à son immeuble. Et pas un merci. Au lieu de ça, on a pu voir ce propriétaire trépigner sur le trottoir. Les squatters ne veulent pas partir avant l'injonction judiciaire du 24 mars. "Au moins, ceux d'avant, les Tchétchènes, avaient de l'éducation", lâche le proprio, fumasse. Ces sans papiers ont détalé dès qu'il s'est pointé.

Ce jour-là, il est venu avec son architecte, son agent immobilier, et quatre fonctionnaires municipaux de salubrité publique, conviés à voir si l'immeuble ne va pas s'écrouler. Les agents de la ville n'ont pas été d'un grand secours. Ils ont bien diagnostiqué un éventuel "péril imminent" en la demeure, mais pas avant un mois, un mois et demi. Pas de quoi accélérer l'expulsion des pénibles locataires gratuits. Le proprio grogne. D'autant qu'on lui intime l'ordre de sécuriser au plus vite les corniches en tuffeau de la façade qui menacent de dégringoler sur l'occiput des passants. Pas du tout son affaire. A force de fréquenter le milieu de la sape haut de gamme, Jean-Pierre est devenu un peu baratinier. Il prétend qu'il ne veut que loger les membres de sa famille, dont l'un est gravement malade. Sortez vos mouchoirs. Il dit ne rien savoir des enjeux immobiliers du secteur, et pleurniche qu'il va perdre de l'argent avec cet investissement. "La première année", précise-t-il tout bas. Ce radiologue faussement naïf est en fait dirigeant de onze sociétés, principalement dans l'immobilier. Si vous avez des bons de réduction dans les supermarchés, mettez-les lui de côté.

Jean-Bapt Ragouin



Ont œuvré à ce numéro : Pich, Frap, Nicolas de La Casinière, Minou Brouet, Jules de chez Smith, Sylvie Vartan, Dan Light, Mohamed Mauresque. Mise en page : Bruno Auger. Directeur de Publication : Nicolas de La Casinière. Producteur : en fuite. N° ISSN : 1270-4911- N° CPPAP : 77122AS. Dépôt légal à parution. Flashage : Western Press Ltd. Édité à 3500 ex. sur papier recyclé par LNG pour : La Luttre à Lulu, asso 1901, 11 rue des Olivettes, 44000 Nantes. E-mail : contact@lalettrealulu.com. Toutes les archives du journal (sauf le dernier numéro) sur <lalettrealulu.com>.

Abonnement 20 € = 10 numéros

Nom : ..... Chèque à l'ordre de  
Prénom : ..... La Luttre à Leuleu,  
Adresse : ..... 11 rue des Olivettes  
44000 Nantes